



# Améliorer la sécurité humaine en Afrique

Rapport annuel 2018



**L'Institut d'études de sécurité établit des partenariats  
pour consolider les savoirs et les compétences  
en vue d'un meilleur futur pour l'Afrique**

# Table des matières

Priorité aux résultats .....	2
Terrorisme .....	4
Futurs de l’Afrique .....	8
Sécurité maritime .....	12
Analyse des conflits et consolidation de la paix .....	16
Migrations .....	22
Justice et prévention de la violence .....	26
Criminalité organisée .....	30
L’année 2018 en chiffres .....	34
Ressources humaines, finances et communication .....	36
États financiers .....	38
Conseil d’administration et Conseil consultatif .....	40
Partenaires de développement .....	41

# Priorité aux résultats

**L'ISS offre des services de haute qualité en matière de recherche, des conseils stratégiques et des formations afin de contribuer à l'avenir de l'Afrique**

En 2018, l'Institut d'études de sécurité (ISS) a poursuivi son évolution, passant d'une organisation dédiée à la recherche et à l'orientation des politiques à une organisation qui se donne pour objectif d'avoir un impact direct sur la sécurité humaine en Afrique.

## **Une approche collaborative**

Au cours de l'année écoulée, l'ISS a conclu divers accords, notamment avec l'Union africaine et le ministère éthiopien des Affaires étrangères. Ces ententes reflètent notre volonté d'établir des partenariats avec les gouvernements et les organisations internationales. Notre coopération avec l'Éthiopie témoigne du rôle croissant de ce pays dans la stabilisation de la Corne de l'Afrique.

Au cours de l'année 2018, nos relations avec l'Afrique du Sud se sont également renforcées. Nous avons collaboré avec les diplomates sud-africains pour les préparer aux défis que pourra rencontrer le pays au cours de son mandat de deux ans à titre de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Nous avons par ailleurs étendu notre appui technique à la police et au ministère public, ainsi qu'aux initiatives de prévention de la violence.

## **Anticiper les défis**

Ce rapport annuel souligne la pertinence de nos prévisions à long terme en matière de sécurité et de développement, celles-ci permettant à l'ISS d'identifier aujourd'hui les défis de demain. En 2018, on a ainsi pu détecter l'existence de menaces et d'opportunités dans des domaines aussi divers que la démographie, l'industrialisation et les dérèglements climatiques. L'ISS a également porté son attention sur certains problèmes, souvent ignorés, que rencontre l'Afrique centrale et leur impact potentiel sur les pays voisins.

L'ISS oriente les réponses de l'Afrique face à certains défis mondiaux tels que le populisme, les migrations, la corruption et la criminalité organisée. Nos nouveaux domaines d'intervention comprennent les technologies émergentes pour lesquelles aucune politique n'existe encore en Afrique en dépit de l'ampleur des conséquences qu'elles peuvent engendrer.

## **Passer de la recherche à l'action**

L'ISS mène des travaux de recherche de haute qualité à travers toute l'Afrique et produit des analyses politiques fondées sur des données probantes. Il s'agit là du point de départ de notre théorie du changement et du fondement même de notre travail.

Mais ce n'est qu'en partageant le fruit des réflexions de l'ISS avec les principaux décideurs et en apportant un soutien constructif aux gouvernements et à la société civile que nous pouvons bâtir un continent plus sûr et plus prospère.

L'impact qui a été le nôtre en 2018 n'aurait pas été possible sans les efforts soutenus du personnel de l'ISS et le dévouement continu de nos partenaires et de nos donateurs en matière de sécurité humaine en Afrique.



**Anton du Plessis**  
Directeur général de l'ISS

## Qu'est-ce qui caractérise l'ISS ?

### ■ Nous sommes Africains

L'ISS est attentif au contexte africain et répond aux besoins de l'Afrique

### ■ Nous valorisons les collaborations

L'ISS soutient les partenaires qui sont en mesure d'améliorer les politiques et les pratiques et à même de susciter le changement

### ■ Nous créons des liens de confiance

Les gouvernements et les acteurs de la société civile voient l'ISS comme une organisation crédible, indépendante et efficace

### ■ Nous mettons à profit nos réseaux

Grâce à ses liens avec l'Afrique et le reste du monde, l'ISS influence les débats et oriente les décisions

### ■ Nous entreprenons des recherches pertinentes

Les conseils stratégiques, les formations et l'appui technique que propose l'ISS reposent sur des données probantes

## Notre modèle



# Contre la menace persistante de l'extrémisme violent

À mesure que le terrorisme s'adapte et se propage, l'ISS dégage des éléments de preuve et dispense des formations pour faciliter la mise en place de réponses efficaces

## Les mutations de la menace Boko Haram

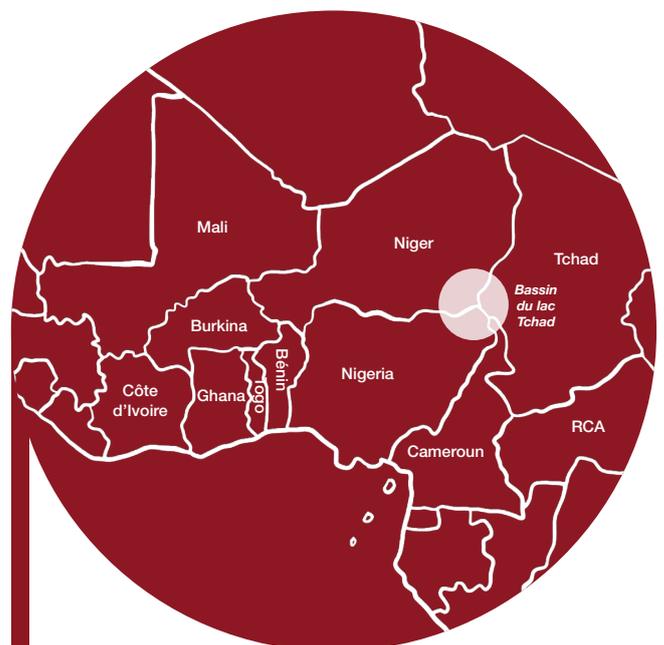
Des recherches de terrain innovantes conduites par l'ISS ont démontré que Boko Haram représentait toujours une menace dans la région du bassin du lac Tchad, malgré le schisme idéologique qui a fait imploser le groupe terroriste en 2016. Depuis près de dix ans, Boko Haram ravage le nord-est du Nigeria et, depuis 2014, les violences du groupe ont atteint la région du lac Tchad (Nigeria, Niger, Tchad et Cameroun). Du fait de cette scission, les pays de la région doivent désormais faire face à deux entités distinctes dont les modes de fonctionnement divergent.

L'analyse de la situation a permis à l'ISS de recommander une stratégie particulière pour chacune des factions de Boko Haram

L'ISS a collaboré avec deux partenaires de recherche d'Afrique centrale dans le cadre d'une étude commanditée par l'USAID. Les recherches ont démontré que la scission n'affaiblissait pas le groupe et présentait de nouveaux risques dans le temps. L'ISS a souligné que si certaines politiques de lutte contre le terrorisme pouvaient produire des gains à brève échéance, elles se révélaient néanmoins contre-productives à long terme dans la mesure où elles portaient atteinte aux moyens de subsistance des populations locales. Ces recherches ont également permis à l'ISS de recommander une stratégie particulière pour chacune des factions de Boko Haram.

## Des analyses pour soutenir la Force conjointe du G5 Sahel

Les analyses de l'ISS ont permis à la Force conjointe du G5 Sahel de répondre plus efficacement aux défis de la région du Liptako-Gourma, aux confins du Mali, du Burkina et du Niger. Les conclusions dégagées par l'ISS, qui se fondent sur des travaux de recherche entrepris dans la zone où opère la Force conjointe, ont été présentées aux responsables civils et militaires. L'ISS est la seule organisation spécialisée dans l'élaboration de politiques à avoir été invitée à participer à une réunion des partenaires qui assurent la formation de la Force conjointe.





Les recherches menées par l'ISS  
dans le Liptako-Gourma ont fait  
l'objet de :

- 10 ateliers
- 32 séances d'information
- 42 entrevues dans les médias



La formation dispensée par Interpol et l'ISS pour lutter contre le terrorisme nous a permis d'améliorer nos techniques d'enquête et d'obtenir plus de succès dans les poursuites engagées contre des présumés terroristes dans la région

Gedion Kimilu, chef du Bureau régional d'Interpol à Nairobi

### Genre et extrémisme violent

**L'ISS examine le rôle du genre dans l'extrémisme.**

**Les résultats de ces recherches serviront à orienter les politiques. Les terroristes, des leaders aux simples combattants, sont souvent perçus comme étant des hommes, une idée reçue qui occulte le rôle des femmes. Une meilleure compréhension de la place des femmes dans ces groupes et de leurs motivations pour les rejoindre ou non permet d'élaborer des stratégies de prévention plus efficaces.**

**Une équipe du bureau de Dakar de l'ISS a entrepris des recherches empiriques au Mali et au Niger dans le cadre d'un programme qui regroupe 15 projets, financé par le Centre de recherches pour le développement international. L'ISS a révélé que les femmes étaient en mesure de contribuer plus efficacement aux initiatives de lutte contre le terrorisme pour peu que les gouvernements les incluent dans l'élaboration des politiques de développement.**

### Le recensement des projets locaux en Afrique de l'Ouest

Les recherches de l'ISS débattues en marge de l'Assemblée générale des Nations unies de 2018 préconisaient la mise en place d'un examen des initiatives mises en place pour prévenir le terrorisme. Une étude portant sur 133 projets en cours de réalisation au Mali, au Tchad, au Burkina, au Nigeria, au Cameroun et au Niger a montré que nombre d'entre eux accomplissaient un travail colossal dans des conditions difficiles, mais qu'ils manquaient cruellement de financements pérennes et n'offraient pas de preuves tangibles quant aux solutions les plus efficaces pour lutter contre l'extrémisme.

L'ISS a souligné que les projets des militants locaux semblaient être les plus efficaces pour prévenir l'extrémisme violent. Les gouvernements doivent s'attaquer aux problèmes structurels profonds qui rendent les communautés vulnérables à l'extrémisme, tandis que leurs partenaires financiers doivent veiller à ce que la lutte contre le terrorisme ne justifie aucune violation des droits humains.



Comprendre le rôle des hommes et des femmes dans l'extrémisme violent permettra de mieux orienter les réponses à apporter à une crise sécuritaire qui ne cesse de s'aggraver

Jeannine Ella Abatan, chercheuse, ISS Dakar

## Créer une unité constituée d'experts de la lutte antiterroriste

Les formations dispensées en 2018 par l'ISS ont permis aux polices africaines de mieux appréhender et combattre le terrorisme et d'améliorer leurs techniques d'enquête dans les dossiers relatifs au terrorisme. Ces formations abordent des aspects aussi divers que le droit national et international, l'extradition, le terrorisme d'État, le contre-espionnage, les armes biologiques et la collecte de preuves.

Les formations de l'ISS se basent sur un programme approfondi de lutte contre le terrorisme et sur d'étroites relations de travail forgées avec les polices africaines et Interpol sur l'ensemble du continent. L'ISS collabore, par exemple, depuis dix ans avec l'Organisation de coopération des chefs de police de l'Afrique de l'Est (EAPCCO).

À l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'EAPCCO, en septembre 2018, l'ISS a reçu un prix spécial pour son appui dans les efforts de détection et de lutte en matière de terrorisme.

Le manuel de formation de l'EAPCCO dédié à la lutte contre le terrorisme, qui a été rédigé par l'ISS, a été adopté par diverses écoles de police des pays de la région. L'ISS a contribué à la création, au sein de l'EAPCCO, d'un comité permanent de lutte contre le terrorisme et a apporté son soutien aux deux nouveaux centres d'excellence de l'organisation basés à Khartoum (médecine légale) et à Nairobi (lutte contre le terrorisme).



## L'extrémisme s'étend aux États côtiers d'Afrique de l'Ouest

Jusqu'en 2013, les attentats terroristes ont été en grande partie circonscrits au seul territoire du Mali. Depuis, ils se sont propagés au Niger et au Burkina, et le risque de voir les autres États côtiers également touchés par ce fléau est de plus en plus élevé.

En mai 2018, en collaboration avec le Conseil de l'Entente et la Division sécurité humaine du Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse, l'ISS a aidé les experts gouvernementaux en alerte précoce et les membres de la société civile des États côtiers à dégager une compréhension commune des enjeux entourant la prévention de l'extrémisme.

L'ISS a organisé une réunion similaire à Cotonou, en partenariat avec l'Agence béninoise de gestion intégrée des espaces frontaliers.

## Les enseignements de l'Afrique au service des efforts mondiaux de lutte contre le terrorisme

- En novembre 2018, l'ISS a présenté aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU un exposé sur la Force conjointe du G5 Sahel. Les experts de l'ISS ont axé leur intervention sur l'évolution de l'extrémisme, sur la perception qu'ont les populations locales des initiatives sécuritaires et sur les stratégies de sortie qui sont offertes à celles et ceux qui souhaitent désertir les rangs des groupes extrémistes.
- En décembre 2018, l'ISS est intervenu au cours d'une réunion spéciale du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette rencontre portait sur les terroristes étrangers et les combattants de retour dans leur pays d'origine.
- Les recherches de l'ISS sur le rôle moteur de la marginalisation des jeunes dans la montée de l'extrémisme violent ont, quant à elles, fait l'objet de discussions en mars 2018 à Genève lors d'un événement organisé en marge d'une réunion du Conseil des droits de l'homme.

# Les choix sécuritaires et de développement de l'Afrique

Les projections de l'ISS permettent aux décideurs et aux partenaires de développement de l'Afrique de poser les jalons de la prospérité

## L'Afrique centrale victime de turbulences

Les analyses de l'ISS mettent en lumière les défis politiques, économiques et démographiques de l'Afrique centrale, trop souvent passés sous silence, ainsi que leurs répercussions potentielles sur les pays voisins. Le processus de restitution des résultats obtenus a débuté en février 2018 à Yaoundé, en collaboration avec le Centre africain d'études internationales diplomatiques économiques et stratégiques.

L'Afrique centrale est plus touchée par la corruption et les déficits démocratiques que les autres régions du continent

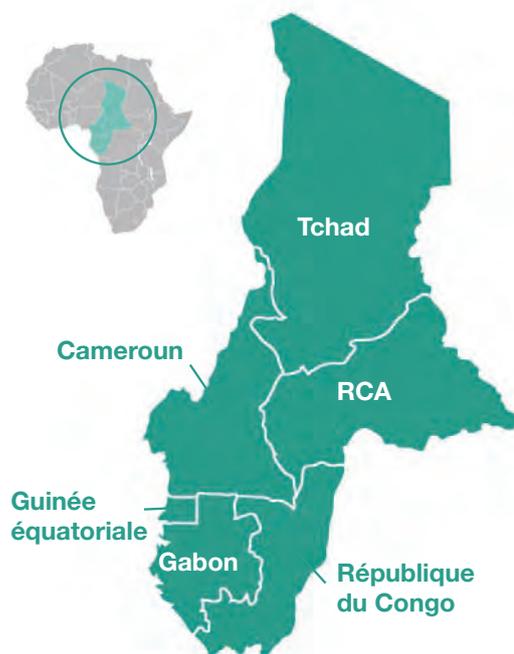
Les recherches de l'ISS ont comparé les pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) avec ceux des autres blocs politiques ou économiques du continent. Les résultats obtenus ont permis d'expliquer les blocages auxquels la région est confrontée. Ils montrent effectivement que l'Afrique centrale est plus touchée par la corruption et les déficits démocratiques et de gouvernance que les autres régions du continent.

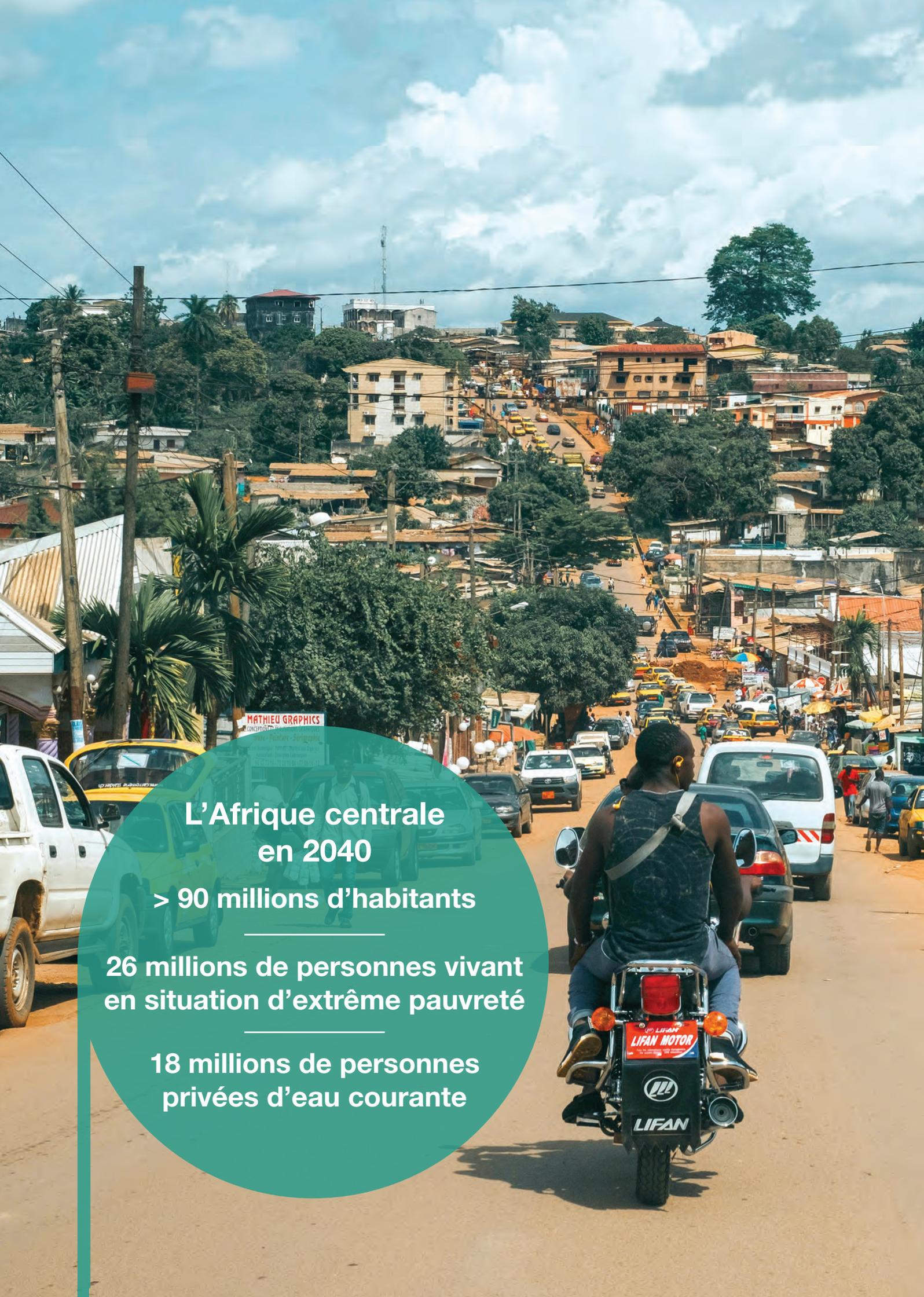
Depuis 2012, le nombre d'émeutes et de manifestations s'est accru dans chacun des six pays qui composent la CEMAC. Les perspectives économiques de ces derniers sont pour le moins sombres, au vu du déclin des prix des matières premières. D'ici 2040, la population de l'Afrique centrale

devrait croître d'environ 75 % pour atteindre la barre des 90 millions d'individus. Le nombre de personnes en âge de travailler devrait quant à lui doubler.

Les problèmes socioéconomiques sont exacerbés par le refus des dirigeants politiques de transmettre les rênes du pouvoir et par la répression qu'ils exercent sur leurs opposants. Les principaux défis en matière de sécurité, outre la menace que représente Boko Haram, portent sur la piraterie qui sévit dans le golfe de Guinée et sur l'instabilité persistante en République centrafricaine.

L'ISS a souligné la nécessité d'investir dans les secteurs de l'agriculture et de l'environnement, ainsi que dans la construction d'infrastructures régionales de transport. Le double problème de la captation de l'État aux mains de régimes solidement établis et vieillissants et de la mauvaise gouvernance dont ils sont responsables doit être traité sans détour.





**L'Afrique centrale  
en 2040**

**> 90 millions d'habitants**

**26 millions de personnes vivant  
en situation d'extrême pauvreté**

**18 millions de personnes  
privées d'eau courante**

### Cartographier l'avenir à long terme de l'Afrique

Les prévisions de l'ISS sur les répercussions de la croissance démographique, des dérèglements climatiques et de l'industrialisation en Afrique ont été débattues lors de réunions d'information organisées en Afrique du Sud, au Kenya, en Éthiopie, aux Pays-Bas, en Belgique et en Allemagne.

La croissance économique moyenne en Afrique est trop faible par rapport à la croissance démographique pour permettre une réduction rapide de la pauvreté. Les prévisions de l'ISS indiquent que la plupart des États africains bénéficieront d'un dividende démographique au plus tôt en 2050. Afin de favoriser le développement, les dirigeants politiques doivent affronter les contraintes que les taux de fécondité élevés font peser sur l'augmentation des revenus.

Au vu des taux actuels de fécondité, il faudra à l'Afrique des décennies de croissance soutenue pour réduire la pauvreté

Les analyses de l'ISS ont montré que c'est le secteur agricole qui réduit le plus efficacement la pauvreté, mais que le secteur manufacturier permet de transformer la productivité et ainsi de favoriser une croissance économique rapide. L'Afrique connaît des climats qui peuvent être comptés parmi les plus rudes et abrite des populations parmi les plus vulnérables de la planète. Les dérèglements climatiques limiteront sans aucun doute les effets positifs de l'industrialisation et du dividende démographique de l'Afrique.



Ce fut un privilège de vous avoir compté parmi nous pour cette retraite et d'avoir pu bénéficier de votre remarquable présentation

Smaïl Chergui, Commissaire de l'UA à la paix et à la sécurité



L'ISS démontre  
l'utilité des prévisions  
à long terme pour  
guider les choix  
politiques

Jakkie Cilliers, Responsable  
du programme Futurs de  
l'Afrique et Innovation,  
ISS

## Anticiper la violence et les conflits

Les trajectoires de conflits et de violence en Afrique ont fait l'objet de multiples discussions entre des dirigeants africains, notamment au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA), au Forum international de Dakar ou lors de la retraite de haut niveau qui a réuni envoyés spéciaux, médiateurs et autres hauts fonctionnaires de l'UA à Accra (Ghana).

Les données de l'ISS ont fait apparaître une baisse des taux de mortalité dans plusieurs pays. Cependant, le nombre d'émeutes et de mouvements de protestation est en augmentation et l'Afrique reste confrontée à d'importants conflits non étatiques. L'ISS a conseillé à l'UA et aux dirigeants africains de donner la priorité à la prestation des services de base, la tenue de processus électoraux équitables, l'appui aux secteurs agricole et manufacturier et le renforcement d'un État de droit au service du peuple et non de ses dirigeants.

L'ISS a par ailleurs identifié sept principaux facteurs de violence en Afrique, dont la pauvreté et la démographie. La croissance démographique annule en effet les effets des avancées sociales et économiques. Au vu des taux actuels de fécondité, il faudra à l'Afrique des décennies de croissance soutenue pour réduire la pauvreté de manière conséquente.

## Des stratégies de développement pour un avenir meilleur au Kenya

De nouvelles données relatives à divers scénarios de développement et de croissance économique du Kenya ont été présentées à Nairobi, en présence d'agences de développement, du gouvernement, d'universitaires et d'organisations régionales. Ces recherches de l'ISS ont été réalisées pour le compte du *Kenya Business Guide*, grâce au financement de la Fondation Hanns Seidel et de la GIZ.

Le Kenya est un chef de file continental en termes de technologies de l'information. Le pays dispose de systèmes de santé et d'éducation développés, mais souffre d'un important déficit d'infrastructures. La corruption entrave développement humain et croissance économique. L'augmentation rapide de la population, jeune et de plus en plus urbanisée, complique les efforts visant à élargir l'accès aux services de base et pourrait générer une certaine instabilité sociale.



# La sécurité maritime est essentielle à la prospérité de l'Afrique

**L'ISS est une référence incontournable pour les décideurs africains et mondiaux qui œuvrent en faveur de l'économie bleue**

### Inscrire les océans sur la carte politique de l'Afrique

Grâce à l'appui technique et aux conseils dispensés par l'ISS, le potentiel maritime de l'Afrique trouve peu à peu sa place dans la politique et la planification du continent. Le vaste espace maritime de l'Afrique regorge de ressources alimentaires et énergétiques, et ses 30 500 km de côtes sont propices aux infrastructures commerciales et au tourisme. Il s'agit d'un bien naturel qui doit être protégé.

En 2018, l'ISS a poursuivi son appui à l'Union africaine (UA) dans sa mise en œuvre de la Stratégie maritime intégrée de l'Afrique (AIMS 2050). Cette stratégie innovante a désormais besoin d'être promue par des dirigeants qui puissent en assurer l'application. Pour l'ISS, l'économie bleue est au cœur de la transformation économique et sociale de l'Afrique telle que définie dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'UA.

Une croissance maritime bien intégrée aux infrastructures terrestres offre de multiples retombées en termes de création d'emplois, de développement

logistique et de compétences. La faune marine et les pirates étant peu soucieux des frontières internationales, les politiques maritimes sont par nature coopératives et transnationales. L'ISS est sollicité par diverses organisations, notamment l'ONU et l'UA, en quête de réflexions académiques et de recommandations politiques. L'Organisation maritime internationale considère à ce titre l'ISS comme un partenaire africain incontournable.

La sécurité maritime est un élément clé de la prospérité maritime. Timothy Walker, chercheur principal de l'ISS sur les questions maritimes, a effectué une présentation lors d'exercices navals financés par les États-Unis, effectués au large de la côte est de l'Afrique. Dans le cadre de ces exercices, des marins africains ont travaillé de concert avec des équipages internationaux pour le renforcement de la stratégie et des défenses maritimes du continent. L'objectif est de parvenir à la mise en valeur durable des ressources océaniques, ainsi qu'au renforcement du contrôle et à une meilleure gouvernance des eaux africaines.



Un grand merci pour cette discussion qui m'a ouvert l'esprit. Je n'avais pas conscience de l'importance des espaces maritimes et je ne regarderai plus les océans de la même façon

Professeur Maxi Schoeman, Université de Pretoria et membre du conseil d'administration de l'ISS



La puissance d'une économie repose sur le commerce, et 90 % des importations et des exportations africaines se font par voie maritime



## Prix spécial d'excellence

L'ISS a reçu le Prix spécial d'excellence de l'Union africaine en reconnaissance du partenariat initié en 2015 entre l'ISS et la Commission de l'UA pour promouvoir l'économie bleue africaine.

## Une collaboration pour l'océan Indien

L'ISS coopère avec le gouvernement sud-africain qui occupe la présidence tournante de l'Association des États riverains de l'océan indien (IORA). À la demande de Pretoria, l'ISS a favorisé la mise en place d'une collaboration entre l'UA et l'IORA. L'ISS a par ailleurs contribué à la création d'un groupe de travail au sein de l'IORA sur la sécurité maritime et a appuyé l'organisation du Dialogue de l'IORA sur l'océan Indien.

## Soutenir l'IGAD

L'ISS a accompagné l'Autorité inter-gouvernementale pour le développement de l'Afrique de l'Est (IGAD) dans la mise en œuvre de sa stratégie régionale de sécurité maritime et a organisé divers événements de sensibilisation et de renforcement des capacités maritimes de ses États membres.

## Améliorer la visibilité des enjeux maritimes africains

En octobre 2018, l'ISS s'est rendu en Europe pour présenter les priorités et les défis de l'Afrique en matière de sécurité maritime à des partenaires importants, à savoir l'Organisation maritime internationale et les ministères des Affaires étrangères du Royaume-Uni, du Danemark, de la Norvège et d'Allemagne.



Ce qui arrive en mer passe inaperçu auprès des électeurs ou des responsables politiques qui, eux, sont à terre – il faut que cela change

Timothy Walker, chercheur principal,  
ISS Pretoria



# Connaître les causes des conflits est la clé d'une paix durable

L'ISS a réalisé des analyses qui ont orienté certaines initiatives de prévention des conflits et a formé de nombreux policiers aux opérations de paix africaines

## Accompagner l'UA dans la prévention des conflits

En 2018, l'ISS a soutenu l'Union africaine (UA) dans l'élaboration de politiques et de stratégies concernant la prévention des conflits, l'alerte précoce, la reconstruction et le développement post-conflit, ainsi que dans son objectif de « faire taire les armes ».

L'ISS a apporté son concours au processus annuel d'examen interne de la Division prévention des conflits et alerte rapide. Au cours de ce processus, différentes options ont été étudiées pour harmoniser le travail de la Division à la Feuille de route de l'architecture de paix et de sécurité de l'UA (2016–2020).

L'ISS a également aidé la Division gestion des crises et reconstruction et développement post-conflit dans la mise en œuvre de sa politique élaborée en 2006. L'ISS a fourni une assistance technique pour la rédaction d'un plan de travail quinquennal, qui a été lancé au mois de novembre par le Commissaire à la paix et à la sécurité.

L'ISS a par ailleurs prêté main-forte au dialogue consultatif de l'UA sur l'intégration de l'État de droit, la réforme du secteur de la sécurité, la justice transitionnelle et la gouvernance, dans un effort visant à stabiliser les pays en situation post-conflit.

## La politique africaine de paix et de sécurité

Les analyses de l'ISS concernant le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA permettent aux décideurs politiques, aux diplomates et aux membres de la société civile de mieux appréhender la manière dont l'UA gère les conflits. Les chercheurs de l'ISS basés à Addis-Abeba évaluent les décisions du CPS et formulent des recommandations, notamment à l'attention des États, pour soutenir les efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix de l'UA.

Tout au long de l'année 2018, le Rapport sur le CPS, une publication mensuelle de l'ISS, a analysé les répercussions des réformes institutionnelles de l'UA et a prodigué des conseils afin d'optimiser leur mise en œuvre. Les membres du Département Affaires politiques de l'UA et les diplomates africains en poste à Addis-Abeba se sont engagés dans des dialogues politiques avec l'ISS à leur côté, au sujet du processus de Nouakchott dans la région sahélo-saharienne, et de la consultation de la Corne de l'Afrique sur le Soudan du Sud. L'ISS a par ailleurs réalisé des présentations pour le compte du Nigeria et du Maroc, qui siègent tous deux au CPS, sur les urgences de l'Afrique en matière de sécurité, les liens entre migration et sécurité, et les réponses de l'UA.



Notre *Rapport sur le CPS* constitue la principale référence sur la manière dont l'UA fait face aux conflits africains

Liesl Louw-Vaudran, chercheuse principale, ISS Pretoria



Tous les mois, je lis votre *Rapport sur le CPS* et je le fais souvent circuler auprès de mes collègues

Carlos Lopes, ancien secrétaire exécutif de la CEA, Haut représentant de l'UA pour les partenariats avec l'Europe et membre de l'équipe de réforme de l'UA

### Politique et sécurité au Soudan du Sud

L'ISS a fait des propositions, fondées sur des données probantes, pour pérenniser le processus de paix au Soudan du Sud. Peu après la signature d'un fragile accord de paix, l'ISS a publié un rapport de recherche sur les parties au conflit et leurs processus de médiation.

L'application du récent accord de paix s'effectue dans un contexte de divisions. L'ISS a recommandé l'intégration de parties secondaires à l'accord de paix, l'implication constructive de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), tout en évitant que des intérêts bilatéraux ne s'imposent.

### Les réfugiés sud-soudanais doivent jouer un plus grand rôle dans la consolidation de la paix de leur pays

Dans une autre étude basée sur une enquête de terrain menée dans des camps de réfugiés sud-soudanais en Éthiopie et en Ouganda, l'ISS a exposé les frustrations des réfugiés et a démontré la nécessité de laisser ce groupe, souvent négligé, jouer un rôle accru dans les efforts de consolidation de la paix.

L'ISS-TfP est un partenaire de choix pour accompagner les initiatives post-conflit à travers l'Afrique

Dawit Yohannes, chercheur principal, ISS Addis-Abeba



Sans le précieux soutien de l'ISS et du BPST-Afrique, nos officiers n'auraient pas pu bénéficier d'une formation adéquate avant leur déploiement

Gashu Alemayehu, Commissaire adjoint de police et Vice-Président de l'École supérieure de formation de la police éthiopienne



## Former la police aux missions de paix

L'ISS prépare les policiers africains aux missions de paix des Nations unies (ONU) et de l'Union africaine (UA). La police joue un rôle fondamental dans la consolidation de la paix et ses officiers ont besoin d'une formation spécialisée avant d'être déployés dans des contextes compliqués où ils œuvrent pour le renforcement des capacités des forces de police locales, la protection des civils, l'établissement d'un État de droit et la protection des droits humains.

Les experts de l'ISS Training for Peace (ISS-TfP) ont une solide expérience dans la préparation des policiers africains aux missions de paix. Celle-ci s'effectue sur la base d'une évaluation des besoins de formation réalisée en 2015 dans la capitale somalienne Mogadiscio. En collaboration avec l'UA, ils ont conçu une trousse de formation de prédéploiement pour les policiers de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM).

À la suite du succès du lancement de la formation, l'UA a demandé à l'ISS-TfP de concevoir un cours générique similaire pour les policiers appelés à être déployés dans d'autres opérations de paix africaines.

### Formations pour l'année 2018

- À la demande de la Commission fédérale de la police éthiopienne, l'ISS-TfP et la British Peace Support Team – Afrique ont dispensé une formation de prédéploiement aux policiers éthiopiens avant leur participation aux missions de paix de l'ONU qui se déroulaient au Soudan du Sud et au Soudan. Tous les officiers formés ont été déployés peu après la formation. Une même session de formation a été organisée pour des policiers originaires du Ghana, du Kenya, du Nigeria, de la Sierra Leone, de l'Ouganda et de la Zambie.
- L'ISS-TfP a dispensé un cours de trois semaines à Nairobi à l'intention de 30 formateurs de police originaires de six pays, en vue du déploiement de nouveaux contingents de police au sein de l'AMISOM.
- L'ISS a organisé deux formations pour la Force en attente de l'Afrique de l'Est. La première d'entre elles a permis aux stagiaires de mieux appréhender la sexospécificité et de mieux comprendre comment traiter d'éventuels cas de violence sexuelle et sexiste au sein des missions. Cette formation a été validée par un expert de l'UA mandaté par l'Envoyé spécial du président de l'UA pour les femmes, la paix et la sécurité.

## L'Afrique du Sud au Conseil de sécurité

L'ISS appuie les efforts déployés par l'Afrique du Sud à travers le continent en faveur de la paix, de la sécurité et du développement. En juin 2018, l'Afrique du Sud a remporté le troisième scrutin de son histoire pour siéger au Conseil de sécurité de l'ONU. L'ISS a apporté son appui aux autorités dans leurs préparations pour exécuter ce mandat de deux ans (2019-2020) en menant des recherches auprès d'une soixantaine de diplomates, de hauts fonctionnaires et d'experts.

L'ISS a été l'une des deux seules organisations de la société civile invitées à effectuer une présentation devant les membres non permanents du Conseil lors d'une réunion organisée par l'Afrique du Sud et la Suède.

L'ISS apporte son aide à l'Afrique du Sud pour appréhender les dynamiques complexes propres au Conseil de sécurité

## Élections et violences au Zimbabwe

L'ISS a été l'une des principales sources indépendantes d'alerte précoce et d'analyse durant la période qui a précédé les élections de juillet 2018 au Zimbabwe. L'ISS a prodigué des conseils sur le rôle constructif que certains pays, tels que l'Afrique du Sud, pouvaient jouer dans le redressement du Zimbabwe.

L'ISS avait prévu les troubles sociaux provoqués par le déclin économique du Zimbabwe, lesquels se sont traduits par des grèves et des manifestations au cours des mois de novembre et décembre 2018. Le rapport publié par l'ISS avant que la Commission Motlanthe sur les violences postélectorales ne dévoile ses conclusions avait également anticipé ces dernières.

## Instaurer des partenariats pour consolider la paix au Liberia

Sur la base de recherches de terrain, l'ISS a préconisé l'implication conjointe des partenaires internationaux et africains dans la construction d'une paix durable au Liberia. Des liens plus étroits doivent être établis entre les stratégies de développement et de consolidation de la paix, et les rôles de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, de la Banque africaine de développement et des États voisins doivent être explorés. En mai 2018, l'ISS a rassemblé, à Monrovia, des représentants des pays donateurs, des organisations régionales, des gouvernements, de l'UA et du Bureau pour la consolidation de la paix du Liberia pour discuter des différentes options.

## Soutenir l'UA au Sahel

Le bureau de Dakar de l'ISS a collaboré avec l'UA pour la préparation de la première réunion d'un processus consultatif dont l'objectif était de réexaminer la stratégie de l'UA à l'égard du Sahel. L'ISS a ainsi aidé les délégués à mieux appréhender les défis inhérents à la région et a créé un espace d'échange d'informations entre l'ONU, le G5 Sahel et l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest. L'ISS a également contribué à la planification et à l'organisation d'une série de colloques sur la prévention de la radicalisation. Cette initiative était le fruit d'une collaboration entre la Mission de l'UA au Sahel (MISAHEL) et le G5 Sahel, avec le soutien de la Confédération suisse.



L'ISS est un partenaire technique dont l'appui est inestimable

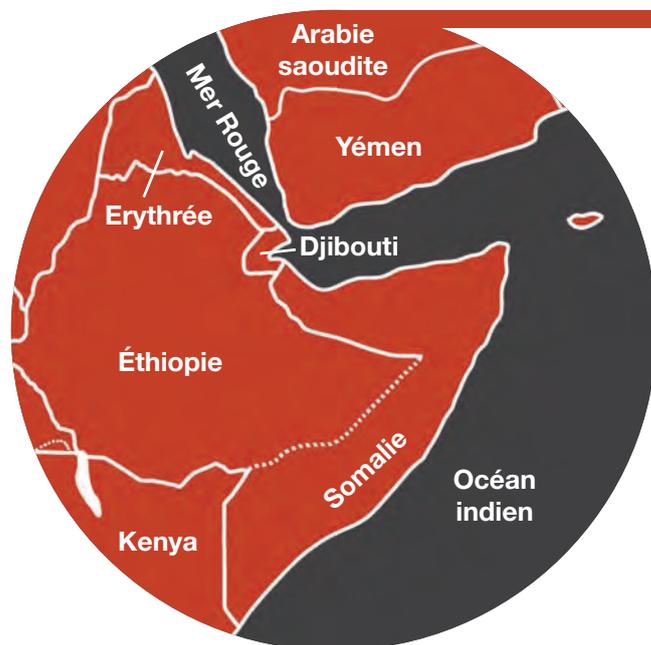
Pierre Buyoya, haut-représentant de l'UA pour le Mali et le Sahel et Chef de la MISAHEL

## Les États du Golfe et la Corne de l'Afrique

L'ISS a permis d'aborder les défis qui résultent du regain d'intérêt des États du Golfe pour la Corne de l'Afrique. À la demande du ministère éthiopien des Affaires étrangères, le bureau de l'ISS d'Addis-Abeba a organisé un atelier à huis clos au cours duquel une quarantaine de hauts fonctionnaires et d'experts extérieurs au ministère ont échangé sur cette thématique. Cette journée s'est conclue par un séminaire ouvert au public.

Les débouchés économiques et les intérêts sécuritaires incitent certains États comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis à renouer avec la Corne de l'Afrique. Les côtes de la Somalie, de l'Erythrée, du Soudan et de Djibouti ont une valeur stratégique indéniable pour les pays du Golfe engagés dans le conflit yéménite et pour ceux qui désirent renforcer leur influence en Afrique.

Les États africains sont également soumis à de fortes pressions pour choisir leur camp depuis la mise au ban diplomatique et économique du Qatar, accusé par d'autres États du Golfe de soutenir l'Iran et divers mouvements islamistes. Les participants à l'atelier ont convenu de la nécessité d'adopter une perspective à long terme qui soit guidée par un examen minutieux de l'engagement et des intérêts des États qui cherchent à renforcer leur présence sur le sol africain.



## La RDC et la région des Grands Lacs

L'expertise de l'ISS est sollicitée par des acteurs clés engagés dans la recherche d'un dénouement à l'impasse électorale qui prévaut en République démocratique du Congo (RDC). Au cours de l'année 2018, les analystes de l'ISS ont pris part à divers événements de haut niveau sur la RDC, notamment l'évaluation, à l'occasion de son 5e anniversaire, du Cadre pour la paix, la sécurité et la coopération. L'ISS est l'une des trois organisations indépendantes qui ont collaboré à ce projet. Stephanie Wolters, responsable du programme de recherche Paix et Sécurité de l'ISS et spécialiste des Grands Lacs, a par ailleurs intégré l'équipe d'enseignement du cours annuel sur les Grands Lacs dispensé par le prestigieux Rift Valley Institute et auquel ont assisté des diplomates et des intervenants humanitaires de la région.



# Les migrations : un enjeu de droits humains mais aussi de développement

L'ISS présente des données à même d'orienter la gestion de la migration africaine et les réponses européennes

## Changer les mentalités et les politiques migratoires

L'ISS influence la manière dont les dirigeants du continent et la communauté internationale abordent la question des migrations africaines. Il promeut une gestion des migrations fondée sur l'idée que celles-ci constituent un enjeu des droits humains et de développement et non un défi sécuritaire.

En 2018, l'ISS s'est fait le porte-parole africain dans le débat mondial sur les migrations. Il a bousculé certains préjugés, soulignant que 80 % des migrations africaines sont internes à l'Afrique et non orientées vers l'Europe. Huit des dix pays qui accueillent le plus grand nombre de réfugiés, proportionnellement à la taille de leur économie, sont situés en Afrique.

Le travail de terrain de l'ISS a fait apparaître que les migrants peuvent compenser les pénuries de main-d'œuvre et de compétences dans les pays dont la population en âge de travailler diminue. Les migrants ne contribuent pas à accroître les risques sécuritaires et, de ce fait, les mesures draconiennes impliquant le recours à l'armée ou à la justice pénale ne sont pas justifiées.

L'ISS a pris part aux travaux d'un comité sud-africain de politique démographique chargé d'étudier les liens entre migration et urbanisation et a contribué à la rédaction du chapitre sur la politique migratoire de la Communauté de développement de l'Afrique australe qui porte sur la gouvernance. L'ISS est par ailleurs associé aux

travaux du groupe de travail de l'Union africaine sur les migrations.

L'ISS a publié une série de rapports innovants sur les dynamiques migratoires dans la Corne de l'Afrique, la liberté de circulation en Afrique australe et la politique progressiste de l'Éthiopie envers les réfugiés.

L'ISS a également adressé des suggestions d'ordre politique aux gouvernements africains au sujet de la mise en œuvre du Pacte mondial sur les migrations et ses liens avec les objectifs des Nations unies en matière de développement durable.

Rien n'atteste que les migrants représentent un quelconque risque sécuritaire

Les experts de l'ISS ont contribué au premier rapport de l'Organisation internationale pour les migrations dédié aux migrations en Afrique, en participant à la rédaction du chapitre consacré à la sécurité. L'ISS a par ailleurs apporté une perspective africaine au Rapport de la Croix-Rouge sur les catastrophes dans le monde et a facilité les débats entre parlementaires panafricains et européens sur le thème des migrations.



2

Les migrations constituent non pas une menace qui requiert des mesures sécuritaires drastiques, mais au contraire une occasion à saisir

Ottilia Anna Maunganidze, responsable des projets spéciaux, ISS Pretoria

---

L'ISS promeut une approche qui met l'accent sur le genre dans le débat sur les migrations en Afrique

---

### Genre et migration

Les femmes sont de plus en plus nombreuses à émigrer, souvent seules, pour échapper à la guerre ou pour subvenir à leurs besoins économiques. Les recherches de l'ISS en Afrique du Sud révèlent que les femmes migrantes africaines sont confrontées à la xénophobie, au racisme et à la misogynie. Les politiques restrictives ont un impact disproportionné sur les femmes et les enfants, et les migrantes sont particulièrement exposées à la violence et à la traite des personnes. L'ISS recommande la mise en œuvre de politiques migratoires fondées sur des approches sexospécifiques et respectueuses des droits humains.



Nous parlons aux migrants et aux réfugiés et nous intégrons leurs histoires aux processus politiques

Tsion Tadesse Abebe, chercheuse principale,  
ISS Addis-Abeba



## La liberté de circulation au sein de la SADC

L'ISS a analysé les dynamiques migratoires et les implications politiques d'un cadre migratoire pour la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui privilégie les approches axées sur la sécurité. La bonne gestion des mouvements migratoires est entravée par des disparités économiques entre les États et par un manque de volonté politique et de données fiables. L'ISS a démontré que l'adoption par la SADC d'un cadre visant l'intégration régionale et la liberté de circulation permettrait de gérer les flux migratoires, protéger les droits des migrants, renforcer leur développement économique et combattre la criminalité transnationale.



## Soutenir les réfugiés en Éthiopie

L'ISS a appelé la communauté internationale à accroître son soutien aux réfugiés en Éthiopie, qui accueille la sixième plus importante population de réfugiés au monde. L'Éthiopie reconnaît la plupart des demandeurs d'asile des pays voisins, ce qui en fait le deuxième pays d'accueil de réfugiés en Afrique.

Les recherches de l'ISS montrent que la politique de l'Éthiopie à l'égard des réfugiés lui a permis de devenir un chef de file mondial dans ce domaine, mais que le manque de financement des camps de réfugiés est responsable des mauvaises conditions de vie qui y règnent, notamment du manque de services sociaux et de services de base.

# Endiguer la violence endémique en Afrique du Sud

Grâce à ses recherches et à des méthodes novatrices, l'ISS contribue à renforcer la sécurité des communautés et à améliorer la responsabilisation de la police

## Quelles perspectives pour la prévention de la violence ?

L'ISS est l'un des fondateurs et coordinateurs d'un groupe novateur composé de fonctionnaires, d'universitaires et de représentants d'organisations de la société civile en quête de solutions durables à la violence qui sévit en Afrique du Sud. Ce forum sur la prévention de la violence regroupe une diversité de voix dans un contexte de concertations afin de discuter d'approches fondées sur des données probantes. Parmi ses membres figurent Save the Children SA, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et les ministères responsables de la santé, du développement social, du maintien de l'ordre, de l'éducation et du suivi du rendement.

Armé de ses compétences et de sa volonté d'apprendre, ce réseau s'attaque à la violence

L'implication du Trésor public s'est accompagnée de nouvelles allocations budgétaires pour la prévention de la violence envers les femmes et les enfants. Le forum sert de tremplin à de nouvelles initiatives telles que le Réseau de mise en œuvre des programmes d'éducation parentale en Afrique du Sud et la campagne de sensibilisation à la violence contre les enfants qui s'est déroulée en amont des élections de 2019.

L'ISS et ses partenaires partagent leur expertise en matière de recherche, de renforcement des capacités et de réseautage afin de dégager un consensus sur les mesures qui ont fait leurs preuves sur le terrain. Ils développent ainsi des projets communautaires susceptibles d'être reproduits à l'échelle nationale.

Ce dont nous avons besoin, c'est de dirigeants déterminés à mettre fin aux violences faites aux enfants

Diketso Mufamadi, chercheuse, ISS Pretoria



## Pour des écoles plus sûres

Dr Chandré Gould, chercheuse principale à l'ISS, a été invitée à prononcer le discours liminaire du Sommet national sur la sécurité dans les écoles. Elle a demandé que la voix des enfants soit entendue dans les débats sur la prévention de la violence et a prôné un financement plus pérenne pour les services éducatifs. Les programmes visant à promouvoir une parentalité positive et à prévenir la violence devraient être étendus à tous les employés de l'État, a déclaré l'ISS.

En Afrique du Sud,  
**1 enfant sur 3**  
a subi des  
violences et  
**1 enfant sur 5**  
a été victime d'abus  
sexuels



## Poursuites pénales et réforme de la police après le massacre de Marikana

Six ans après le massacre de Marikana, les chercheurs de l'ISS ont révélé de nouveaux détails accablants sur les atrocités perpétrées par la police et ont demandé que des poursuites soient engagées pour que celle-ci réponde de ses actes. Au cours de ce sanglant événement survenu en août 2012, la police a abattu 34 grévistes de la mine de platine de Marikana. Il s'agit du pire massacre commis par la police depuis la fin de l'apartheid.

De nouvelles recherches de l'ISS basées sur des photographies, des déclarations de policiers et de survivants parmi les mineurs, ainsi que sur des preuves balistiques et médico-légales, ont conclu que la plupart de ces tirs étaient injustifiés et n'étaient motivés que par le désir de punir les grévistes pour la mort de deux agents de police. L'ISS a souligné que les commandants de police qui avaient autorisé le massacre devaient être poursuivis en priorité.

---

## Améliorer la sécurité dans la province du Cap-Occidental

L'ISS, en partenariat avec le ministère de la Sécurité communautaire du gouvernement du Cap-Occidental, a organisé une importante conférence à l'intention des autorités provinciales. L'événement a réuni des membres de la communauté d'affaires, du gouvernement et de la société civile afin de trouver des solutions pratiques pour surmonter les défis endémiques à la sécurité. Plus de 50 conférenciers et 250 délégués y ont assisté, y compris des représentants des gouvernements fédéral et provincial, des membres de divers organismes de police communautaire, des élus municipaux, des chercheurs et des défenseurs de la cause des victimes de la violence.



L'expertise de l'ISS nous a permis d'organiser une conférence de haute volée dont l'impact sur les politiques et les interventions de terrain se fait déjà sentir

Amanda Dissel, Ministère de la Sécurité communautaire, gouvernement de la province du Cap-Occidental

## Orienter les politiques contre la criminalité et la corruption

L'ISS a accompagné le parti au pouvoir en Afrique du Sud, le Congrès national africain (ANC), dans l'élaboration de sa politique de lutte contre la criminalité et la corruption. Une équipe de haut niveau de l'ISS s'est adressée à la commission du parti lors d'une conférence qui a réuni plus de 600 hauts responsables nationaux et provinciaux, ministres, fonctionnaires, universitaires et membres de la société civile.

Ce dont l'Afrique du Sud a besoin, c'est de politiques fondées sur des données probantes et de hauts fonctionnaires de police de grande valeur

L'ISS estime que la prévention de la violence devrait être une priorité. Il a exposé les causes des mauvais résultats de la police et proposé des moyens d'y remédier, comme l'adoption de politiques fondées sur des données probantes et le renouvellement des hauts responsables de la police. L'ANC a été invité à créer un mécanisme d'enquête et de poursuite dédié et indépendant pour lutter contre la corruption. Les propositions de l'ISS ont suscité un intense débat de cinq heures entre membres du gouvernement et hauts responsables du parti.



# Dénoncer l'ampleur et les effets de la criminalité organisée

L'ISS met en lumière les dévastations causées par les réseaux criminels transnationaux et suggère des solutions pour y mettre un terme

## Les polices d'Afrique centrale et de l'Ouest font équipe

Avec l'appui technique du projet ENACT, financé par l'Union européenne (UE), un accord innovant a été signé au mois de juin à Brazzaville, en République du Congo, par les chefs de police d'Afrique centrale et de l'Ouest.

Cet accord, premier du genre, contribuera à lutter contre les menaces transnationales en renforçant la coopération pénale et policière.

Des représentants des comités des chefs de police d'Afrique centrale et de l'Ouest (CAPCCO et WAPCCO) ont été convoqués conjointement par ENACT, le CAPCCO et le Gouvernement de la République du Congo, avec le soutien d'Interpol et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. Une fois l'accord approuvé par les gouvernements, les auteurs d'actes relevant de la criminalité organisée, du terrorisme et de l'extrémisme violent seront confrontés aux ressources combinées de 24 pays.

ENACT a, par la suite, apporté son soutien au CAPCCO et au WAPCCO pour qu'ils soumettent le projet d'accord de coopération au sommet régional des chefs d'État qui a eu lieu au mois de juillet à Lomé (Togo), où le document a été approuvé. Il a été demandé à ENACT de prêter main-forte à l'organisation d'autres réunions techniques visant à renforcer la coopération régionale.

Le projet ENACT est le premier à analyser l'ampleur de la criminalité organisée en Afrique

Le projet ENACT vise à réduire l'impact de la criminalité organisée transnationale sur le développement, la gouvernance et la sécurité. Il est mené par l'ISS et Interpol en collaboration avec la Global Initiative against Transnational Organised Crime.



Cet accord remplace les longues procédures d'extradition et simplifie la collaboration concernant les transferts de criminels et de marchandises

Raymond Zéphirin Mboulou, Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, République du Congo



Les organisations criminelles et les extrémistes violents sont désormais confrontés aux ressources combinées de

**24 pays**

### Le fléau des médicaments contrefaits en Afrique de l'Ouest

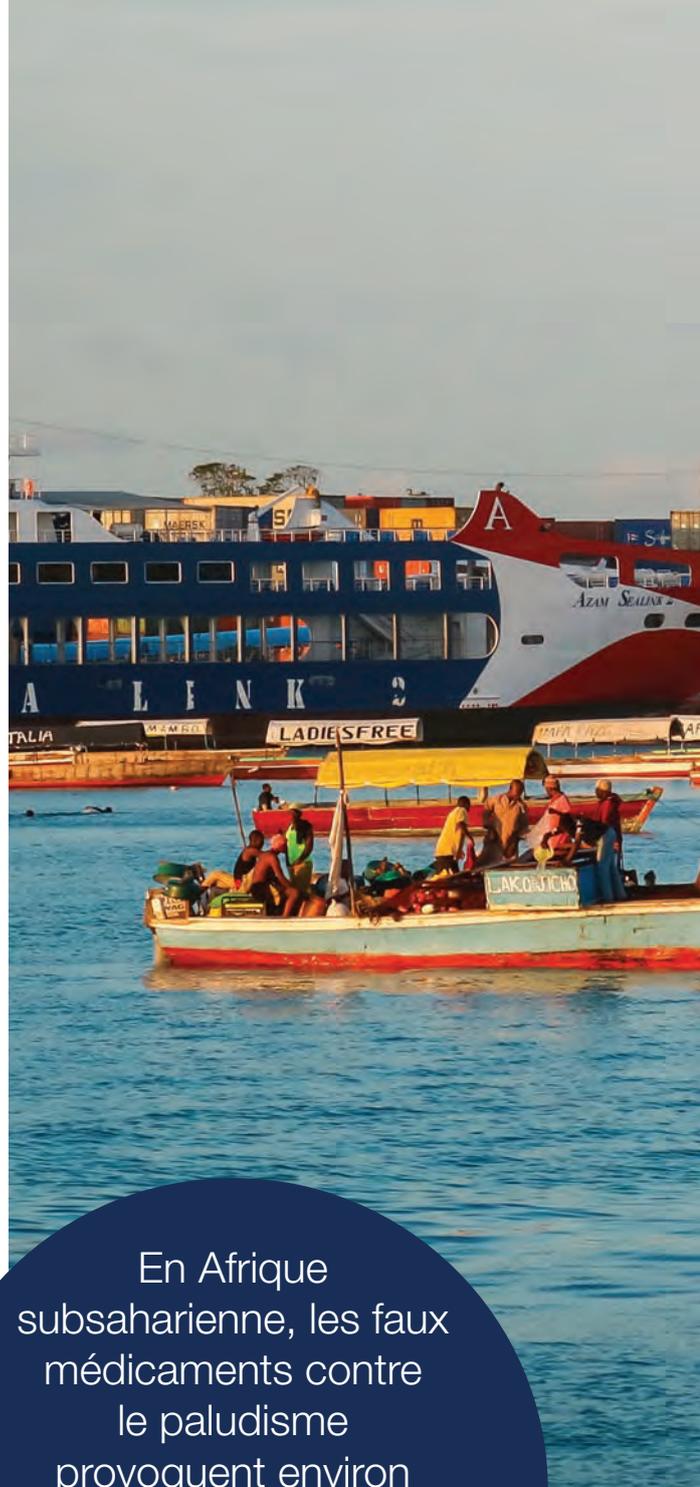
Le projet ENACT souligne la gravité de l'impact des médicaments contrefaits en Afrique de l'Ouest et exhorte les gouvernements à faire de cette menace une priorité politique. Les « faux médicaments » alimentent de vastes marchés criminels et entraînent des milliers de décès chaque année. L'ampleur du problème est cependant encore mal appréhendée.

Les médicaments de mauvaise qualité et les faux médicaments contribuent à la persistance de certaines maladies et ont des effets désastreux sur les malades qui nécessitent, par exemple, un traitement antipaludique ou antibiotique. Ce problème touche de manière disproportionnée les pays en développement.

### L'Afrique a un besoin urgent d'une base d'informations sur les faux médicaments

Les auteurs de contrefaçons criminelles ciblent l'Afrique parce que le continent ne dispose pas des mécanismes utilisés dans d'autres parties du monde, notamment en termes de contrôle de la chaîne logistique, de technologies de suivi et de traçage et d'outils de répression. La corruption aggrave le problème, et ses effets sur les soins de santé devraient faire l'objet d'un examen plus approfondi.

ENACT recommande notamment une refonte des systèmes juridique, judiciaire et éducatif qui régissent les chaînes d'approvisionnement dans le domaine médical. La mise en place d'une base de données compilant les informations sur les faux médicaments constitue une urgence.



En Afrique subsaharienne, les faux médicaments contre le paludisme provoquent environ

**158 000  
décès**

par an



## Les ripostes de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale

L'Organisation de coopération des chefs de police d'Afrique de l'Est (EAPCCO) a sollicité l'appui technique du projet ENACT pour améliorer la coopération policière entre l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale dans le domaine de la criminalité organisée. Le secrétaire général d'Interpol, Jürgen Stock, a assisté à l'assemblée générale annuelle de l'EAPCCO qui s'est tenue au mois de septembre à Khartoum. Il a appelé à une plus grande intégration régionale pour lutter contre la criminalité organisée transnationale, le terrorisme et l'extrémisme violent.

---

## La « Côte d'héroïne » de l'Afrique

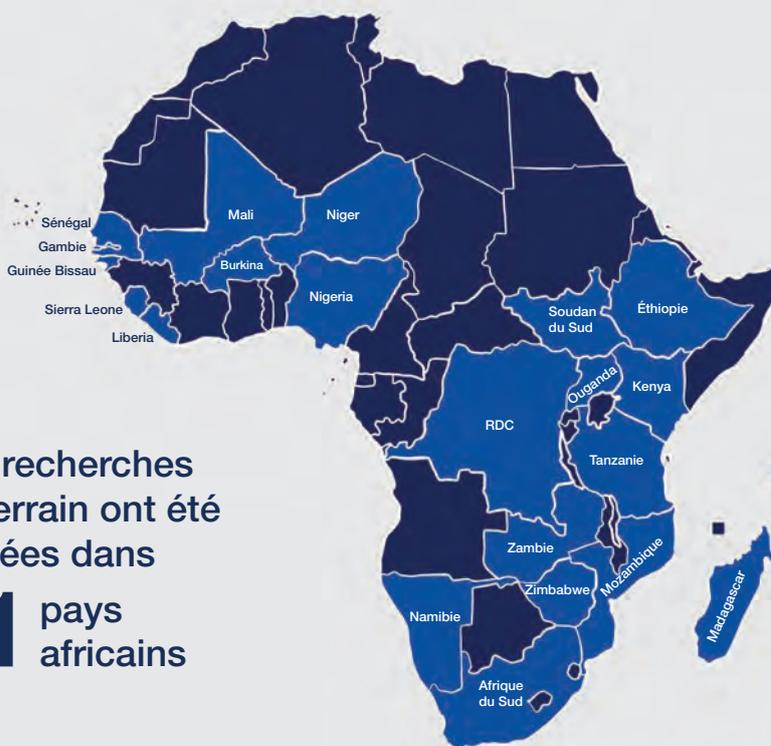
Une étude pionnière du projet ENACT a mis en lumière l'augmentation du trafic d'héroïne le long des côtes est-africaines et comment la drogue est en passe de devenir partie intégrante des communautés locales. Les trafiquants tirent parti du développement rapide des infrastructures et de la faiblesse des mécanismes de contrôle des institutions étatiques. Le volume d'héroïne expédié depuis l'Afghanistan vers l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe est en très nette progression, une grande partie étant destinée aux marchés occidentaux.

---

## Former la police et les journalistes

- Interpol a dispensé à des policiers originaires d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe une formation sur l'analyse des renseignements criminels.
- Des journalistes d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique australe ont suivi, en Ouganda et au Sénégal, une formation sur la criminalité organisée et le journalisme d'investigation.
- Un cours sur les techniques d'enquête face aux crimes financiers en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique s'est tenu aux Seychelles, dans le prolongement des cours dispensés en 2017 en Afrique centrale, en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest.

# L'année 2018 en chiffres



Des recherches  
de terrain ont été  
menées dans  
**21** pays  
africains

**1 030**

entrevues  
dans les  
médias

**277**

articles en  
ligne sur  
la sécurité  
humaine

**78**

publications

**59**

vidéos



# Ressources humaines, finances et communication

## Le professionnalisme des services de communication et de soutien permet à l'ISS d'avoir l'impact escompté

### Ressources humaines

L'ISS adhère aux principes d'intégrité, d'équité et d'éthique. Les politiques internes sont régulièrement revues afin de garantir une bonne gouvernance. Les politiques de l'ISS couvrent tous les aspects de la gestion du personnel, ainsi que l'équité en matière d'emploi, les situations de harcèlement au travail, le genre et la déontologie académique. En 2018, le spécialiste en genre de l'ISS a procédé à un audit de toutes les politiques dans le but d'assurer un environnement de travail exempt de toute discrimination de genre.

### L'ISS adhère aux principes d'intégrité, d'équité et d'éthique

Durant l'année 2018, plusieurs membres du personnel ont bénéficié d'une aide financière pour poursuivre des études supérieures et développer leurs compétences. L'ISS a accueilli 11 stagiaires et jeunes chercheurs, notamment dans le cadre d'un partenariat avec le Trinity College de Dublin. Le programme de bourse pour jeunes chercheurs mis en place par le bureau de Dakar de l'ISS grâce au financement du Centre de recherches pour le développement international a été reconduit avec succès. Plusieurs boursiers ont par la suite été recrutés et ont intégré l'équipe de recherche de l'ISS.

### Finances

Le département des finances est un rouage essentiel de la prestation des services, de la bonne gouvernance et de la reddition de comptes de l'ISS. Les politiques, procédures et systèmes financiers ont été mis à jour, rationalisés et simplifiés. Les membres du personnel, les partenaires de développement et les fournisseurs bénéficient de services financiers précis et fiables. Pour la quatrième année consécutive, l'ISS a fait l'objet d'un audit externe sans réserve, au terme duquel aucune anomalie majeure n'a été décelée.

### Communication

Au cours de l'année 2018, l'ISS a renforcé son statut d'organisation chef de file en matière de sécurité humaine en Afrique. L'efficacité de la communication numérique s'est traduite par une consultation accrue du site Internet, des médias sociaux et des vidéos de l'ISS. Notre publication en ligne *ISS Today*, dont la popularité ne se dément pas, constitue notre principal support de diffusion d'analyses sur la sécurité humaine. Le rayonnement qu'elle assure à l'ISS est renforcé par notre partenariat avec le quotidien sud-africain *Daily Maverick*, qui élargit considérablement notre lectorat.

Le personnel de l'ISS a bénéficié de formations sur la prise de parole en public et les entrevues avec les médias, sur la conception infographique et la communication interne. Au sein même de l'équipe de communication, diverses compétences ont été développées en conception, mise en page, photographie, montage vidéo et diffusion numérique.



Le personnel de l'ISS est originaire de **16** pays africains

 **60 %** sont des femmes

 **40 %** sont des hommes

Les pages de notre site Internet ont été consultées

**1 225 597** fois

+ 9 % par rapport à 2017

Nos publications *ISS Today* ont été consultées

**490 366** fois

+ 36 % par rapport à 2017



**40 191** abonnés à notre compte Facebook

+ 50 % par rapport à 2017



**25 889** abonnés à notre compte Twitter

+ 23 % par rapport à 2017

Nos publications Facebook ont été consultées

**1 425 746** fois

Nos tweets ont été lus

**7 234 511** fois

# États financiers

au 31 décembre 2018	2018	2017
	R	R
<b>Actif</b>		
<b>Actif circulant</b>		
Donateurs et autres débiteurs	8 397 338	8 125 766
Trésorerie et équivalents de trésorerie	82 520 086	51 203 146
	<hr/>	<hr/>
	90 917 424	59 328 912
<b>Immobilisations</b>		
Immobilisations corporelles	15 615 576	15 691 170
Immobilisations incorporelles	48 648	57 747
	<hr/>	<hr/>
	15 664 224	15 748 917
<b>Total de l'actif</b>	<hr/>	<hr/>
	106 581 648	75 077 829
<b>Passif</b>		
<b>Dettes</b>		
<b>Passif courant</b>		
Dettes commerciales et autres dettes	8 450 164	7 831 358
Donations reçues à l'avance	71 021 353	41 877 333
Impôts exigibles	214 071	1 067 268
Emprunts portant intérêt	552 757	1 260 384
	<hr/>	<hr/>
	80 238 345	52 036 343
<b>Passif non courant</b>		
Impôts différés	876 190	1 011 397
Emprunts portant intérêt	0	440 564
	<hr/>	<hr/>
	876 190	1 451 961
<b>Total des dettes</b>	<hr/>	<hr/>
	81 114 535	53 488 304
<b>Capitaux propres</b>		
Capital de la fiducie	100	100
Réserves	5 138 772	4 495 941
Excédent accumulé	20 328 241	17 093 484
	<hr/>	<hr/>
	25 467 113	21 589 525
<b>Total du passif</b>	<hr/>	<hr/>
	106 581 648	75 077 829

# État du résultat global

de l'exercice clos le 31 décembre 2018	2018 R	2017 R
Revenus issus de dons	174 474 102	153 358 502
Autres revenus	9 675 325	6 863 658
Dépenses opérationnelles	-181 696 313	-156 351 204
<b>Excédent d'exploitation</b>	<b>2 453 114</b>	<b>3 870 956</b>
Produits financiers	340 017	206 277
Charges financières	-349 034	-177 098
<b>Excédent avant impôt</b>	<b>2 444 097</b>	<b>3 900 135</b>
Impôt	8 492	-1 051 057
<b>Excédent de l'exercice</b>	<b>2 452 589</b>	<b>2 849 078</b>
<b>Autres éléments du résultat global :</b>		
Écarts de change sur conversion des activités à l'étranger	1 249 793	-780 400
<b>Résultat total global de l'exercice</b>	<b>3 702 382</b>	<b>2 068 678</b>

## Note 1: Base de préparation

Les états financiers condensés, qui comprennent l'état de la situation financière et l'état du résultat global, représentent un extrait des états financiers consolidés vérifiés de l'Institut d'études de sécurité pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Ces états financiers peuvent être obtenus sur demande auprès de l'Institut d'études de sécurité, Block C, Brooklyn Court, 361 Veale Street, New Muckleneuk, Afrique du Sud.

Le conseil d'administration de l'ISS assume l'entière responsabilité de la bonne extraction des informations financières à partir des états financiers annuels.

# Le Conseil d'administration de l'ISS

**S. E. M. Nicolas Bwakira** occupé diverses responsabilités au sein du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Il a été Directeur des relations internationales et partenariats internationaux de l'Université d'Afrique du Sud et Représentant spécial de l'Union africaine pour la Somalie.

**Dr Jakkie Cilliers** est en charge du programme Futurs africains et Innovation au sein de l'ISS et président du Conseil d'administration. Il est cofondateur de l'ISS, dont il a été Directeur général jusqu'en 2015.

**Cassim Coovadia** est le Président du Centre d'information sur les risques bancaires de l'Afrique du Sud. Il est également Directeur général de l'Association bancaire de l'Afrique du Sud et Président du Johannesburg Civic Theatre.

**Anton du Plessis** est le Directeur général de l'ISS. Il a été conseiller auprès de la direction

exécutive du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que de l'Équipe spéciale de l'ONU de lutte contre le terrorisme.

**Prof Gilbert Khadiagala** dirige le département de relations internationales de l'Université de Witwatersrand.

**Sakumzi (Saki) Macozoma** est le président non exécutif de Safika Holdings, Président de la Tshipi e Ntle et de Ntimbintle Mining et membre du conseil d'administration de Volkswagen SA.

**Dr Wendy Ngoma** est la Présidente directrice générale d'un cabinet de consultants en gestion et est diplômée du programme en entrepreneuriat social de l'INSEAD.

**Prof Maxi Schoeman** est vice-doyenne aux études supérieures et à la déontologie de la faculté des sciences humaines de l'Université de Pretoria.

# Le Conseil consultatif de l'ISS

**S. E. M. Saïd Djinnit**, envoyé spécial de l'ONU pour la région des Grands Lacs et Président du Conseil consultatif.

**Ibrahima Fall**, consultant indépendant, Sénégal, et ancien Représentant spécial de l'ONU pour la région des Grands Lacs.

**Mohammed Ibn Chambas**, Représentant spécial de l'ONU et Chef du Bureau de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

**Frannie A Léautier**, associée et Directrice générale, Mkoba Private Equity Fund, Tanzanie.

**Susanne Luther**, Directrice, Fondation Hanns Seidel, Allemagne.

**Vijay Makhan**, consultant indépendant et personne-ressource, Île Maurice.

**S. E. Mme Konjit Sinegiorgi**, Ministère des Affaires étrangères, Éthiopie.

**Prof Erena van der Spuy**, Université du Cap, Afrique du Sud.

# Partenaires de développement

## Forum des partenaires

Commission européenne  
Gouvernement de l'Australie  
Gouvernement du Canada  
Gouvernement du Danemark  
Gouvernement de la Finlande  
Gouvernement de l'Irlande  
Gouvernement des Pays-Bas  
Gouvernement de la Norvège  
Gouvernement de la Suède  
Gouvernement des États-Unis  
d'Amérique/USAID  
Fondation Hanns Seidel

## Financement des projets

Fondation Carnegie pour la paix internationale  
Centre of International Cooperation  
DEXIS Consulting Group  
EDCON  
Foundation to Promote Open Society  
Gouvernement de l'Allemagne  
Gouvernement de la Namibie  
Gouvernement de la Nouvelle-Zélande  
Gouvernement du Sénégal  
Gouvernement de l'Afrique du Sud  
Gouvernement de la Confédération suisse  
Gouvernement du Royaume-Uni  
Human Science Research Council  
IGARAPE INC.

International Civil Society Action Network  
Centre de recherches pour le  
développement international  
Norwegian Institute for International Affairs  
Office of the State Attorney  
Omega Research Foundation  
Open Society Foundation for SA  
Open Society Institute  
Peace Research Institute  
Seven Passes Initiative  
Social Justice Initiative  
Southern Africa Trust  
Standard Bank of South Africa  
Trust Africa  
Programme des Nations unies pour  
le Développement  
Commission économique pour l'Afrique  
des Nations unies  
Bureau intégré des Nations unies pour la  
consolidation de la paix en Guinée-Bissau  
Fonds d'urgence international des Nations  
unies pour l'enfance  
United States Institute for Peace  
Université d'Édimbourg  
Université d'Exeter  
Water Research Council  
Woodrow Wilson Centre  
World Childhood Foundation

## NOUS CONTACTER

### ISS Pretoria

Block C, Brooklyn Court  
361 Veale Street  
New Muckleneuk, Pretoria  
Tel: +27 12 346 9500

### ISS Addis-Abeba

2<sup>e</sup> étage, Kadco Group building #2  
Ethio-China Friendship Avenue, Addis-Abeba  
Tel: +251 11 515 6320

### ISS Dakar

4<sup>e</sup> étage, Immeuble Atryum Center  
Route de Ouakam, Dakar  
Tel: +221 33 860 3304

### ISS Nairobi

5<sup>e</sup> étage, The Pavilion  
Mwanzi Road, off Lower Kabete Road  
Westlands, Nairobi  
Tel: +254 20 237 8475

[www.issafrika.org/fr](http://www.issafrika.org/fr)

### CRÉDITS PHOTOS

Couverture : Addis-Abeba, Éthiopie  
Amelia Broodryk/ISS

Alfred Caballero/IOM | Amelia Broodryk/ISS | GCIS/Flickr | Hendri Lombard/Banque mondiale  
Ilyas Ahmed/AMISOM | JC McIlwaine/UN Photo | Jonas Thorén/Flickr  
Jonathon Rees/Proof Communication | Juozas Cernius | Ntswe Mokoena/GCIS  
Olivia Headon/IOM | Ollivier Girard/CIFOR | Peter A Harrison/Flickr  
Roberto Faccenda/Flickr | Willem Els/ISS